

leur argent intelligemment. Personnellement, je n'aime pas l'idée de payer 1.5 milliard de dollars pour un bien qui n'en vaut qu'un. Or, dans l'état actuel des choses, nos concitoyens vont payer deux fois le prix du bien à cause de l'argent qu'ils doivent emprunter. Pour autant que je sache, car on n'a rien dit de la façon dont ils devraient le payer, ils devront vraisemblablement le payer au moyen de la charge d'indemnités pétrolières qui deviendra un nouvel impôt sur le revenu, bien que ce document ne la désigne pas comme telle. Tous les Canadiens, quel que soit leur revenu, paieront cette charge d'indemnités pétrolières qui frappera le gaz et le pétrole. Nous nous ressentirons tous de ce qu'un crédit d'impôt à l'énergie n'ait pas été inclus dans ce bill.

Non seulement le gouvernement du Canada propose que les Canadiens paient indirectement davantage le pétrole et le gaz en levant des contributions à la tête du puits, mais il propose maintenant qu'ils paient ces biens 50 p. 100 de plus qu'ils ne valent. Les Canadiens quels que soient leurs moyens, devront payer le gaz et le pétrole sans bénéficier d'un crédit d'impôt à l'énergie à l'égard de l'un ou de l'autre de ces produits. Voilà qui fera beaucoup de tort à ceux qui peuvent le moins s'offrir le bill. C'est précisément la raison pour laquelle le budget Crosbie avait prévu un crédit d'impôt à l'énergie pour toutes les familles dont la situation est modeste. Une des raisons pour lesquelles il est si déplorable que ce gouvernement ait été réélu, c'est qu'il ne réussit pas à comprendre cela. Si les députés d'en face sont bien décidés à appliquer les mesures qu'ils proposent, ils ont le devoir de protéger ceux qui sont le moins capables d'en faire les frais, mais nos honorables vis-à-vis n'ont encore rien fait pour assurer cette protection.

Bien entendu, monsieur le président, je ne m'étonne nullement que le gouvernement ne propose pas de mesures susceptibles de réduire ses recettes fiscales. Hier soir à la fin de la séance, j'ai rappelé ce que disait le ministre des Finances à propos de la part du produit national brut que prendra le gouvernement. Les députés n'ont qu'à se reporter au *hansard* d'hier. Le député de Laval a laissé entendre que le gouvernement comptait finalement réduire ses dépenses et ses déficits. L'ennui, c'est que la méthode que préconise le gouvernement ne donnera pas de résultat, et que les données dont il se sert infirment sa thèse.

Si les députés se donnent la peine d'examiner l'appendice de la motion des voies et moyens faisant suite au budget sur lequel se fonde la mesure fiscale à l'étude, ils constateront au tableau 4.1, qui compare les Comptes nationaux aux Comptes publics, que le Gouvernement du Canada se propose de faire passer ses dépenses réelles d'environ 54 milliards de dollars pour 1979-1980 à environ 91 milliards pour 1983-1984. Par rapport au produit national brut du Canada, ces chiffres représentent une augmentation de 20.9 à 22.3 p. 100 du PNB. En d'autres termes, les propres chiffres du gouvernement démontrent qu'il compte bien continuer à accaparer une part accrue de l'économie canadienne. Ce ne sont pas les chiffres que le gouvernement cite dans son budget. Le gouvernement y cite les chiffres des Comptes publics. On obtient ces chiffres en éliminant des comptes nationaux toutes les recettes du gouvernement.

Cela veut dire, dans le cas des redevances de compensation pétrolière, par exemple, que le gouvernement perçoit les redevances et les verse aux distributeurs. Ces chiffres ne figureront

### *Impôt sur le revenu—Loi*

jamais dans les livres du gouvernement. Ceux qui ne croient pas ce que je dis n'ont qu'à lire le budget parce que c'est précisément ce que le gouvernement propose de faire, à savoir ne pas comptabiliser cet argent dans les livres des Comptes publics du Canada. C'est pour cela qu'il prétend que ses dépenses ne vont pas augmenter énormément. Les chiffres réels démontrent le contraire. Le gouvernement soutient ensuite, et cette mesure fiscale vient étayer son argument, qu'en accaparant maintenant une plus grosse part de l'économie, pour dépenser cet argent, il contribuera d'une certaine façon à stimuler l'économie, comme le prétend le député de Laval. En fait, de 1983 à 1984 et de 1982 à 1983 nous assisterons à une forte hausse du PNB canadien. Voici l'argument budgétaire qu'emploie le ministre des Finances, monsieur le président.

Si cette théorie est fondée alors n'importe quel Canadien a le droit de demander pourquoi, après douze ans d'application, elle a abouti à la déplorable situation qui est la nôtre aujourd'hui. Pourquoi y a-t-il plus de Canadiens que jamais sans emploi? Comment se fait-il que l'inflation soit galopante au Canada? Pourquoi notre devise continue-t-elle de se déprécier sur les marchés internationaux? Si cet argument est si valable et si l'on peut, de cette façon relancer l'économie canadienne, pourquoi n'a-t-il rien donné en dépit du fait que les libéraux en aient fait leur seule politique économique jusqu'à date?

Une petite remarque, si je peux me permettre, pour rectifier les chiffres avancés par le député de Laval. Il s'est beaucoup enorgueilli du bilan du Canada en matière de création d'emplois. Je reconnais que le Canada a enregistré de meilleurs résultats que beaucoup d'autres pays. Le député allègue que parce que nous avons enregistré de meilleurs résultats que d'autres pays nous devrions nous estimer satisfaits. Il n'y a pas lieu de s'estimer satisfait d'avoir réalisé 50 ou 25 p. 100 seulement du potentiel de notre pays. Notre pays possède les ressources nécessaires pour garantir à sa population le plein emploi et pour jouer, dans bien des domaines importants, un rôle plus dynamique qu'il ne le fait actuellement.

Il est intéressant de remarquer que les statistiques que cite le député sont celles de 1979-1980, c'est-à-dire de la période au cours de laquelle nous étions au pouvoir. Au cours de cette période de neuf mois, le secteur privé du Canada a créé 300,000 emplois. Ce n'est pas le gouvernement qui l'a fait, parce que le gouvernement ne crée pas d'emplois ni de richesses. C'est le secteur privé qui l'a fait. Le secteur privé a créé ces emplois parce qu'il avait foi en l'avenir économique de notre pays. Le mérite en revient en partie, à mon avis, au gouvernement de l'époque. Dans les neuf mois qui ont suivi l'entrée en fonction du présent gouvernement, 75,000 emplois ont été créés dans le secteur privé. J'en déduis, comme c'est le cas dans ce domaine, dans celui de l'énergie de même que dans celui de l'investissement, que ceux sur qui nous devons compter pour créer des richesses et des emplois, pour garantir un revenu et la sécurité à tous les Canadiens ont moins confiance dans le présent gouvernement.

Le malheur donc, c'est que la loi de l'impôt sur le revenu contient de bonnes mesures mais pas celles dont le besoin se fait sentir. Leur absence montre encore une fois que, lorsqu'il était dans l'opposition, le parti qui est présentement au pouvoir n'a pas appris à résoudre les véritables problèmes économiques de notre pays. Le gouvernement nous présente encore un autre